

AVIS DES SOCIETES

ETATS FINANCIERS

GENERAL LEASING

Siège social : Rue du Lac d'Annecy Les Berges du Lac 1053 Tunis

La société GENERAL LEASING, publie ci-dessous, ses états financiers arrêtés au 31 Décembre 2003 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 28 juin 2004 .Ces états sont accompagnés des rapports général et spécial du commissaire aux comptes, M.Rached FOURATI

BILAN ARRETE AU 31/12/2003

(exprimé en dinars)

	<u>31/12/2003</u>	<u>31/12/2002</u>
ACTIFS		
ACTIFS NON COURANTS		
Immobilisations incorporelles	152 982	145 753
Moins : amortissements	<u>(117 159)</u>	<u>(97 037)</u>
	35 823	48 716
Immobilisations utilisées par la société	3 215 645	2 950 741
Moins : amortissements	<u>(485 418)</u>	<u>(354 537)</u>
	2 730 227	2 596 204
Immobilisations destinées à la location	266 257 077	243 733 773
Moins : amortissements	<u>(140 237 810)</u>	<u>(123 271 438)</u>
	126 019 267	120 462 335
Immobilisations financières	1 017 125	1 017 125
Moins : provisions	<u>1 017 125</u>	<u>1 017 125</u>
Total des actifs immobilisés	<u>129 802 442</u>	<u>124 124 380</u>
Autres actifs non courants	<u>459 144</u>	<u>344 561</u>
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS	<u>130 261 586</u>	<u>124 468 941</u>
ACTIFS COURANTS		
Clients et comptes rattachés	18 857 018	14 878 453
Moins : provisions et produits réservés	<u>(15 392 483)</u>	<u>(11 937 582)</u>
	3 464 535	2 940 871
Acheteurs factorés	2 656 318	401 787
Moins : provisions	<u>0</u>	<u>0</u>
	2 656 318	401 787
Autres actifs courants	3 242 023	3 921 246
Moins : provisions	<u>(130 000)</u>	<u>(130 000)</u>
Liquidités et équivalents de liquidités	<u>6 509 557</u>	<u>3 623 079</u>
TOTAL DES ACTIFS COURANTS	<u>15 742 433</u>	<u>10 756 983</u>
TOTAL DES ACTIFS	146 004 019	135 225 924
Engagements hors bilan	30 338 919	28 752 381

BILAN ARRETE AU 31/12/2003

(exprimé en dinars)

	<u>31/12/2003</u>	<u>31/12/2002</u>
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		
CAPITAUX PROPRES		
Capital social	10 000 000	10 000 000
Réserve légale	551 832	474 783
Autres réserves pour risques divers	700 000	600 000
Autres capitaux propres	6 075 000	5 700 000
Actions rachetées	<u>(61 708)</u>	<u>(6 145)</u>
Résultats reportés	<u>257 732</u>	<u>303 874</u>
Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice	<u>17 522 856</u>	<u>17 072 512</u>

GENERAL LEASING -(Suite)-

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Décassements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(51 707 128)	(67 631 979)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	81 759	58 154
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(51 625 369)	(67 573 825)

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Encaissements suite à l'émission d'actions		
Dividendes et autres distributions	(1 036 000)	(1 445 000)
Encaissements provenant des emprunts	80 248 749	52 068 000
Remboursement d'emprunts	(65 454 038)	(43 020 652)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	13 758 711	7 602 348

Variation de trésorerie

	6 332 709	(6 770 280)
Trésorerie au début de l'exercice	(6 483 267)	287 013
Trésorerie à la clôture de l'exercice	(150 558)	(6 483 267)

NOTES AUX ETATS FINANCIERS**Note 1 : PRESENTATION DE LA SOCIETE**

La société « GENERAL LEASING » est une société anonyme de droit tunisien, constituée le 13 Décembre 1994.

Le capital social s'élève à DT : 10.000.000, divisé en 1000.000 actions de DT : 10 chacune.

La société a pour objet principal la réalisation d'opérations de leasing portant sur des biens immobiliers et mobiliers professionnels à usage industriel, agricole et de service.

La société est régie par la loi n° 94-89 du 26 Juillet 1994 relative au leasing et la loi n° 2001-65 du 10 juillet 2001 relative aux établissements de crédit.

Sur le plan fiscal, la société est soumise aux règles de droit commun.

Toutefois et en vertu de la loi n° 99-92 du 17 Août 1999 relative à la relance du marché financier, la société est autorisée à appliquer le taux d'impôt sur les sociétés réduit de 20 % .

De même, la société est soumise aux dispositions des articles 16 à 18 de la loi de finance pour la gestion 2001 et relatifs au traitement des amortissements financiers .

Depuis juin 2002, un nouveau département de factoring au sein de GENERAL LEASING a été mis en place et il est entré en exploitation en juillet 2002 .

Cette activité de factoring a été agréée par la BCT en date du 18 Décembre 2000 .

Note 2 : PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUES

Les états financiers sont établis conformément aux dispositions du système comptable des entreprises, à l'exception de la convention de la prééminence du fond sur la forme.

Les principes comptables les plus significatifs retenus pour la préparation des états financiers se résument comme suit :

*** Immobilisations exploitées par la société**

Les immobilisations corporelles et incorporelles exploitées par la société figurent à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition et sont amorties sur leur durée de vie estimée selon le mode linéaire.

Les taux retenus sont les suivants :

- Constructions	20 ans	5%
- Logiciels	3 ans	33%
- Matériel de transport	5 ans	20%
- Installations générales	10 ans	10%
- Mobilier de bureau	10 ans	10%
- Matériel informatique	6 2/3 ans	15%

*** Immobilisations destinées à la location**

Les immobilisations destinées à la location sont les biens acquis par la société et donnés en location pour une durée qui varie entre trois et sept ans. Elles sont de ce fait enregistrées aux actifs du bilan pour leur coût d'acquisition et durant toute la durée du bail. A la fin de cette durée, le locataire aura la possibilité d'acheter le bien et en devenir propriétaire et ce, pour une valeur résiduelle, contractuelle.

Les opérations de leasing portent sur des biens mobiliers (équipements, matériel roulant...) et immobiliers (terrains et constructions).

Il est à signaler que le bien donné en location demeure, toute la durée du bail, la propriété de la société, ce qui exclut toute possibilité pour le locataire de le vendre, de le sous louer ou de le nantir.

GENERAL LEASING -(Suite)-

Le mode d'amortissement appliqué pour ces immobilisations est l'amortissement progressif sur la durée du bail. Selon cette méthode, l'amortissement du bien est calculé en fonction de la portion de capital incluse dans chaque loyer échu.

Par ailleurs, certains contrats peuvent faire l'objet d'avenants tendant soit à réviser les loyers et proroger la durée du contrat, soit à décaler pour une période les loyers.

De même, le coût d'entrée des immobilisations peut subir des modifications et ce, à l'occasion d'une consolidation d'impayés ou d'une location de biens récupérés.

* Emprunts

Le principal des emprunts contractés est comptabilisé, pour la partie débloquée au passif du bilan sous la rubrique passifs non courants. La partie à échoir dans un délai inférieur à une année est reclassée parmi les passifs courants.

* Politique de provisions

Les provisions sont déterminées selon les normes de division, de couverture des risques et de suivi des engagements objet de la circulaire n°91/24 émise par la Banque Centrale de Tunisie en date du 17/12/1991.

Les provisions résultant de l'application de la circulaire sont déterminées en appliquant les taux de provisions par classe sur les risques bruts diminués des produits réservés, de l'évaluation correspondante des garanties détenues sur les clients et de la valeur intrinsèque du bien en leasing.

→ Les classes sont au nombre de cinq :

Taux de provisions par classe

A : actifs courants	--
B1 : actifs nécessitant un suivi particulier	--
B2 : actifs incertains	20%
B3 : actifs préoccupants	50%
B4 : actifs compromis	100%

→ Les garanties réelles : elles comprennent :

- les cautions bancaires
- les actifs financiers affectés
- les dépôts de garantie
- les hypothèques inscrites

→ La valeur du matériel en leasing :

- Matériel standard : valeur d'origine avec une décote de 20% par an d'âge
- Matériel spécifique : valeur d'origine avec une décote de 40% par an d'âge , autre que les bateaux pour lesquels une décote de 10% est appliquée par an d'âge.
- Immeuble : valeur d'origine avec une décote de 5% par an d'âge.

De même, les circulaires sus citées s'appliquent également pour l'activité de factoring toutefois :

Les créances saines sont considérées comme des garanties qui ne sont pas imputables sur le risque encouru. Ces garanties sont déduites des engagements des adhérents pour le calcul de la provision requise.

Les créances à considérer comme saines sont les créances détenues sur les acheteurs dans les limites suivantes :

- des créances non échues ainsi que des créances échues dont le retard de règlement ne dépasse pas 30 jours pour les acheteurs du secteur privé.
- des créances dont l'âge est inférieur à 360 jours, pour les acheteurs du secteur public.

* Comptabilisation des revenus

Les loyers sont facturés aux clients et comptabilisés mensuellement d'avance. A la fin de la période, il est procédé à une régularisation pour constater les produits perçus ou comptabilisés d'avance.

Les pré-loyers correspondent aux revenus couvrant la période allant de la date de mise en force jusqu'à la première échéance.

Les intérêts intercalaires sont calculés sur la base des avances et acomptes consentis aux fournisseurs et pendant la période antérieure à la date de mise en force.

Les intérêts de retard sont constatés en produits au fur et à mesure que des impayés sont enregistrés pour des créances non classées.

Certaines relations classées B2, B3 ou B4 peuvent faire l'objet d'enregistrements d'intérêts de retard. Ceux-ci sont imputés directement au bilan en produits réservés .

Par ailleurs, les intérêts inclus dans les loyers courus et les autres produits non encaissés sont déduits des revenus et classés au bilan en tant que produits réservés venant en déduction du poste clients et comptes rattachés. Cette méthode ne concerne que les actifs classés B2, B3 ou B4 et ce, conformément aux dispositions de l'article 9 de la circulaire BCT 91/24 du 17/12/1991 .

* Taxe sur la valeur ajoutée

La société procède à la comptabilisation des charges et des produits en hors taxes, il en est de même en ce qui concerne les investissements.

Ainsi, la T.V.A facturée aux clients est enregistrée au compte « Etat, T.V.A collectée », alors que la T.V.A facturée à la société est portée au débit du compte « Etat, T.V.A récupérable ».

En fin de période, le solde de ces deux comptes fait l'objet d'une liquidation au profit du trésor s'il est créateur ou d'un report pour la période suivante s'il est débiteur.

GENERAL LEASING -(Suite)-

NOTE 3 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles englobent exclusivement le coût d'acquisition des logiciels.

Ces immobilisations sont amorties sur une durée de trois ans selon le mode linéaire.

L'analyse de ce poste se présente comme suit :

	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Coût d'acquisition des logiciels	152 982	145 753
Amortissements cumulés	<u>(117 159)</u>	<u>(97 037)</u>
Valeur comptable nette	<u>35 823</u>	<u>48 716</u>

NOTE 4 : TABLEAU DES IMMOBILISATIONS UTILISEES PAR LA SOCIETE AU 31 DECEMBRE 2003

Désignation	Taux d'amort.	Valeurs brutes						Amortissements					Valeur comptable nette
		Début de période	Acquisitions	Transfert	Cessions	Mise en rebut	Fin de période	Début de période	Dotation de la période	Cessions	Mise en rebut	Fin de période	
Terrain	-			583 140			583 140						583 140
Construction	5%	2 128 140	168 511	-583 140			1 713 511	16 940	85 675			102 615	1 610 896
Matériel de transport	20%	309 125	66 218		30 600		344 743	140 266	58 992	30 600		168 658	176 085
Installations générales	10%	146 793	50 599				197 392	31 822	17 856			49 678	147 714
Mobilier de bureau	10%	140 452	31 011				171 463	54 404	17 013			71 417	100 046
Matériel informatique	15%	226 231	30 324		51 159		205 396	111 105	28 680	46 735		93 050	112 346
TOTAUX		2 950 741	346 663	0	81 759	0	3 215 645	354 537	208 216	77 335		485 418	2 730 227

Sont inclus dans le coût des immobilisations, le prix d'achat, les droits et taxes supportés et non récupérables et les frais directs

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire

NOTE 5 : IMMOBILISATIONS DESTINEES A LA LOCATION

Les immobilisations destinées à la location s'analysent comme suit :

	<u>Valeur brute</u>	<u>Amortissements</u>	<u>Valeur Nette</u>
- Immobilisations en location	265 855 885	(140 237 810)	125 618 075
- Immobilisations en cours	401 192		401 192
Totaux	<u>266 257 077</u>	<u>(140 237 810)</u>	<u>126 019 267</u>

Les mouvements enregistrés durant l'exercice sur ce poste sont indiqués ci-après :

	<u>Valeur brute</u>	<u>Amortissements</u>	<u>Valeur nette</u>
<u>Soldes au 31 Décembre 2002</u>	243 733 773	(123 271 438)	120 462 335
Additions de l'exercice			
- Investissements	45 996 360		45 996 360
- Consolidations	1 492 430		1 492 430
- Relocations	4 048 306		4 048 306
- Matériel en Attente	10 148 047		10 148 047
Retraits de l'exercice			
- Cessions à la Valeur résiduelle	(20 215 838)	19 530 444	(685 394)
- Cessions anticipées	(11 325 666)	5 250 718	(6 074 948)
- Remplacement	(7 620 336)	1 509 841	(6 110 495)
Régularisations		1 857 552	1 857 552
Amortissements de l'exercice		<u>(45 114 927)</u>	<u>(45 114 927)</u>
<u>Soldes au 31 Décembre 2003</u>	<u>266 257 077</u>	<u>(140 237 810)</u>	<u>126 019 267</u>

NOTE 6 : IMMOBILISATIONS FINANCIERES

L'analyse des immobilisations financières se présente comme suit :

	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Titres immobilisés	1 017 000	1 017 000
Dépôts et cautionnements versés	125	125
Montant brut	<u>1 017 125</u>	<u>1 017 125</u>
A déduire :		
Versements restant à effectuer sur titres immobilisés		
Montant libéré	<u>1 017 125</u>	<u>1 017 125</u>
A déduire :		
Provisions pour dépréciation		
Montant net	<u>1 017 125</u>	<u>1 017 125</u>

GENERAL LEASING -(Suite)-

NOTE 7: AUTRES ACTIFS NON COURANTS

Les autres actifs non courants englobent principalement les frais d'émission d'emprunt.

L'analyse de ce poste se présente comme suit :

	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Charges à répartir	946 437	691 601
Résorptions cumulées	(487 293)	(347 040)
Valeur comptable nette	<u>459 144</u>	<u>344 561</u>

NOTE 8 : CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

L'analyse des comptes des clients se présente comme suit :

	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Clients (*)	18 905 599	15 089 624
Dépôts et cautionnements reçus	(26 500)	(188 090)
Avances sur Valeurs Résiduelles	(22 081)	(23 081)
Montant brut	<u>18 857 018</u>	<u>14 878 453</u>
A déduire :		
- Provisions	(11 165 558)	(9 404 503)
- Produits réservés	(4 095 957)	(2 533 079)
- Produits réservés sur intérêts de retards des relations classées	(130 968)	
Montant net	<u>3 464 535</u>	<u>2 940 871</u>
(*) Dont soldes créditeurs	5 958 948	2 776 677

NOTE 9 : COMPTES COURANTS DES ADHERENTS ET COMPTES DES ACHETEURS

L'analyse des comptes courants des adhérents se présente comme suit :

	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Comptes des acheteurs factorés		
- Comptes des acheteurs locaux	2 656 318	401 787
Montant brut (A)	<u>2 656 318</u>	<u>401 787</u>
A déduire		
- Provisions	0	0
<u>Montant net</u>	<u>2 656 318</u>	<u>401 787</u>
Comptes des adhérents		
- Fonds de garantie	582 368	108 268
<u>Sous total</u> (B)	<u>582 368</u>	<u>108 268</u>
<u>Financement des adhérents (*)</u> (A) - (B)	<u>2 073 950</u>	<u>293 519</u>

(*) hors effets à l'encaissement. (Cf. Note 11)

NOTE 10 : AUTRES ACTIFS COURANTS

Le détail des autres actifs courants est le suivant :

	<u>2003</u>	<u>2002</u>
- Avances et acomptes au personnel	81 840	72 879
- Autres créances sur le personnel	2 529	4 019
- Etat, retenues sur placements et autres produits	239	19
- Etat, crédit de TVA Gelée	1 256 707	1 256 707
- Etat, crédit de TVA	236 260	425 328
- Autres comptes débiteurs	398 216	527 931
- Compte courant Gis	37 160	
- Compte d'attente	60 338	112 251
- Charges constatées d'avance	152 998	306 786
- Acomptes provisionnels	206 280	484 370
- Remboursement Assurance Groupe	139	1 060
- Client avance sur F.E.C	56 905	79 696
- Produits à recevoir	656 706	650 200
- Caution sur affaire fiscale	95 706	
Total brut	<u>3 242 023</u>	<u>3 921 246</u>
- Moins Provisions sur autres comptes débiteurs	(130 000)	(130 000)
Total Net	<u>3 112 023</u>	<u>3 791 246</u>

NOTE 11 : LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES

Le détail des liquidités et équivalents de liquidités est le suivant :

GENERAL LEASING -(Suite)-

	<u>2003</u>	<u>2002</u>
- Effets (*)	619 128	631 343
- Banques	5 851 436	2 947 896
- Caisse	26	6
- Sud invest trésorerie disponible	<u>38 967</u>	<u>43 834</u>
Total	<u>6 509 557</u>	<u>3 623 079</u>
(*)		
Dont:		
- Effets à l'encaissement (Leasing)	261 676	
- Effets à l'encaissement (Factoring)	<u>357 452</u>	
Total	<u>619 128</u>	

NOTE 12 : CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres se détaillent comme suit :

	<u>2003</u>	<u>2002</u>
- Capital social (A)	10 000 000	10 000 000
- Réserve légale	551 832	474 783
- Autres réserves pour risque divers	700 000	600 000
- Actions rachetées (B)	(61 708)	(6 145)
- Autres réserves	2 825 000	2 450 000
- Prime d'émission	3 250 000	3 250 000
- Résultats reportés	257 732	303 874
<u>Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice</u>	<u>17 522 856</u>	<u>17 072 512</u>
Résultat de l'exercice (1)	456 066	1 540 986
<u>Total des capitaux propres avant affectation</u>	<u>17 978 922</u>	<u>18 613 498</u>
Nombre d'actions (2)	1 000 000	1 000 000
Résultat par action (1) / (2)	0.456	1.541

(A) Au 31 Décembre 2003, le capital social est de DT : 10.000.000 composé de 1.000.000 actions d'une valeur nominale de DT : 10 libérée en totalité.

(B) Ces actions représentent 5 473 actions rachetées pour régulariser le marché financier.

Le cours boursier moyen de Décembre 2003 s'élève à 8,670 DT.

NOTE 13 : TABLEAU DE MOUVEMENT DES CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2003 (exprimé en dinars)

	Capital social	Réserve légale	Réserves pour risques	Résultats reportés	Autres Réserves	Prime Emission	Actions Rachetées	Résultat de l'exercice	TOTAL
Solde au 31 DECEMBRE 2001	10 000 000	364 353	0	350 713	1 950 000	3 250 000	0	2 208 591	18 123 657
Affectations approuvées par l'A.G.O Dividendes et tantièmes versés sur le bénéfice de 2001		110 430	200 000	(46 839)	500 000	0		(763 591)	0
Provisions libres			400 000					(1 445 000)	(1 445 000)
Actions rachetées							(6 145)		(6 145)
Bénéfice après impôt de la période								1 540 986	1 540 986
Solde au 31 DECEMBRE 2002	10 000 000	474 783	600 000	303 874	2 450 000	3 250 000	(6 145)	1 540 986	18 613 498
Affectations approuvées par l'A.G.O Dividendes et tantièmes versés sur le bénéfice de 2002		77 049	100 000	(47 063)	375 000	0		(504 986)	0
Provisions libres								(1 036 000)	(1 036 000)
Actions rachetées							(55 563)	0	(55 563)
Dividendes sur actions rachetées				921					921
Bénéfice après impôt de la période								456 066	456 066
Solde au 31 DECEMBRE 2003	10 000 000	551 832	700 000	257 732	2 825 000	3 250 000	(61 708)	456 066	17 978 922

GENERAL LEASING -(Suite)-

NOTE 14 : TABLEAU DES EMPRUNTS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2003 (exprimé en dinars)

DESIGNATION	Solde en début de période	Utilisations	Remboursements	Fin de période		
				Solde	Échéances à plus d'un an	Échéances à moins d'un an
<u>CREDITS DES ETABLISSEMENTS</u>						
<u>BANCAIRES ET AUTRES</u>						
Banque du Sud	14 170 137	0	4 250 830	9 919 307	5 720 714	4 198 593
UIB	799 994		799 994	0	0	0
UBCI	428 573		285 714	142 859	0	142 859
S.T.B	600 000	0	300 000	300 000	0	300 000
BEST BANK	12 000 000	0	6 000 000	6 000 000	6 000 000	0
B.N.A.	530 700	0	215 400	315 300	99 900	215 400
CITIBANK	6 000 000	4 000 000	7 000 000	3 000 000	0	3 000 000
STAR	600 000		600 000	0	0	0
Amen Bank	1 714 286	3 000 000	592 100	4 122 186	3 339 165	783 021
BH	0	10 000 000	0	10 000 000	8 036 012	1 963 988
ETAT	0	17 898 749	0	17 898 749	17 898 749	0
U.H.D	2 000 000	8 000 000	8 000 000	2 000 000	0	2 000 000
SANADETT SICAV	1 000 000		1 000 000	0	0	0
TUNIS AIR	4 000 000	12 000 000	14 000 000	2 000 000	0	2 000 000
GIS	0	850 000	850 000	0	0	0
CNRPS	0	4 000 000	4 000 000	0	0	0
CNSS	5 000 000		5 000 000	0	0	0
SPPI	0	6 500 000	5 500 000	1 000 000	0	1 000 000
CAP OBLIG SICAV	800 000		800 000	0	0	0
FIDELITY OBLIG SICAV		2 000 000		2 000 000	0	2 000 000
SOTRAPIL		1 000 000		1 000 000	0	1 000 000
ASTRAL		1 000 000		1 000 000	0	1 000 000
<u>EMPRUNTS OBLIGATAIRES</u>						
Total E.O	45 040 000	10 000 000	6 260 000	48 780 000	39 520 000	9 260 000
TOTAL GENERAL	94 683 690	80 248 749	65 454 038	109 478 401	80 614 540	28 863 861

NOTE 15 : PROVISIONS

Les provisions se détaillent par nature comme suit :

	<u>2003</u>	<u>2002</u>
- Provisions pour autres risques	95 007	12 000
<u>Total des provisions</u>	<u>95 007</u>	<u>12 000</u>

NOTE 16 : FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

L'analyse des comptes des fournisseurs se présente comme suit :

	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Fournisseurs d'immobilisations		
- Factures d'achats d'immobilisations	1 703 977	1 972 219
- Fournisseurs, effets à payer	3 271 183	2 683 874
- Avances et acomptes versés sur commande		(2 000)
<u>Solde des fournisseurs et comptes rattachés</u>	<u>4 975 160</u>	<u>4 654 093</u>

NOTE 17 : AUTRES PASSIFS COURANTS

Le détail des autres passifs courants est le suivant :

	<u>2003</u>	<u>2002</u>
- Personnel, interressement dûs	26 326	26 326
- Etat, retenues sur salaires	12 992	5 969
- Etat, retenues sur honoraires, commissions et loyers	158 862	20 218
- Etat, impôts sur les bénéfices à liquider	65 966	229 201
- Etat, autres impôts et taxes à payer	1 918	(82)
- C.N.S.S	41 977	41 834
- CAVIS	3 838	5 538
- Organismes sociaux, charges sociales sur congés payés et autres charges	61 293	53 945

GENERAL LEASING -(Suite)-

- Diverses Charges à payer	118 552	86 742
- Produits constatés d'avance	3 072 560	2 832 766
- Compte courant Gis		913 024
Total	3 564 284	4 215 481

NOTE 18 : CONCOURS BANCAIRES ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS

Les concours bancaires et autres passifs financiers se détaillent comme suit :

	<u>2003</u>	<u>2002</u>
- Echéances à moins d'un an sur emprunts locaux	28 863 861	32 889 081
<u>Sous total</u>	<u>28 863 861</u>	<u>32 889 081</u>
- Intérêts courus sur emprunts	2 669 762	2 832 548
- Banques, découverts	6 660 115	10 106 346
Total	38 193 738	45 827 975

NOTE 19 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

L'analyse des engagements hors bilan se présente ainsi :

		<u>2003</u>	<u>2002</u>
- Contrats signés non mis en force	(1)	3 824 747	3 391 576
- Effets escomptés non échus	(2)	2 819 816	5 441 311
- Aval / Billet de trésorerie		10 000 000	10 000 000
- Garanties sur la clientèle		13 694 356	9 919 494
<u>total</u>		<u>30 338 919</u>	<u>28 752 381</u>

(1) Il s'agit d'engagements de financement donnés aux clients par la société et pour lesquels les contrats ne sont pas mis en force, généralement en raison de l'indisponibilité du matériel.

(2) Certains effets reçus des clients en règlements de leurs créances sont escomptés auprès de banques de la place.

Le montant des effets escomptés au 31 décembre et à échoir au cours de l'exercice 2004 est porté en engagement hors bilan.

NOTE 20 : REVENUS NETS DE LEASING

L'analyse des revenus se présente ainsi :

		<u>2003</u>	<u>2002</u>
- Loyers de leasing		57 935 088	58 990 292
<u>Sous total</u>		<u>57 935 088</u>	<u>58 990 292</u>
- Transferts en Produits de la période			
. Intérêts inclus dans les loyers antérieurs		2 533 079	1 972 694
- Produits réputés réservés en fin de période			
. Intérêts inclus dans les loyers		(4 095 957)	(2 533 079)
<u>Variation des produits réservés</u>		<u>(1 562 878)</u>	<u>(560 385)</u>
<u>Revenus bruts de leasing</u>		<u>56 372 210</u>	<u>58 429 907</u>
A déduire :			
- Dotations aux Amortissements des Immobilisations en location		45 114 927	45 885 717
<u>Revenus nets de leasing</u>		<u>11 257 283</u>	<u>12 544 190</u>

NOTE 21 : REVENUS DE FACTORING

L'analyse des revenus se présente ainsi :

		<u>2003</u>	<u>2002</u>
- Commissions de factoring		148 964	17 956
- Intérêts de factoring		145 357	8 222
<u>total</u>		<u>294 321</u>	<u>26 178</u>

NOTE 22 : AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

Les autres produits d'exploitation englobent :

		<u>2003</u>	<u>2002</u>
- Intérêts de retard		1 636 258	958 789
- Preloyers		52 663	31 758
- Frais de dossiers		73 045	45 626
Total		1 761 966	1 036 173

NOTE 23 : REPRISES SUR PROVISIONS

Le détail de ce poste se présente comme suit :

		<u>2003</u>	<u>2002</u>
- Reprise sur Provisions		1 241 435	819 230
Total		1 241 435	819 230

GENERAL LEASING -(Suite)-

NOTE 24 : CHARGES DE PERSONNEL

L'analyse de ce poste se présente comme suit :

	<u>2003</u>	<u>2002</u>
- Salaires et compléments de Salaires	776 680	725 079
- Charges connexes aux Salaires	8 489	17 862
- Cotisations de sécurité sociale sur Salaires	123 054	132 637
- Autres Charges sociales	175 603	170 438
Total	<u>1 083 826</u>	<u>1 046 016</u>

NOTE 25 : DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS

Les dotations de l'exercice aux comptes d'amortissements et de résorptions se détaillent ainsi :

	<u>2003</u>	<u>2002</u>
- Dotations aux Amortissements des Immobilisations incorporelles	20 122	8 950
- Dotations aux Amort. des Immob. Corporelles	208 216	112 742
- Dotations aux résorptions des Charges à répartir	140 254	129 620
Total	<u>368 592</u>	<u>251 312</u>

NOTE 26 : DOTATIONS AUX PROVISIONS

Les dotations de l'exercice aux comptes de provisions se détaillent ainsi :

	<u>2003</u>	<u>2002</u>
- Dotations aux Provisions pour risques sur la clientèle	3 002 490	2 991 910
- Dotations aux Provisions pour risques sur Autres Actifs		130 000
- Dotations aux Provisions pour autres risques	83 007	12 000
Total	<u>3 085 497</u>	<u>3 133 910</u>

NOTE 27 : AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Le détail des autres charges d'exploitation se présente comme suit :

	<u>2003</u>	<u>2002</u>
- Achat de matières et fournitures	83 500	58 137
<u>Total des achats</u>	<u>83 500</u>	<u>58 137</u>
- Charges locatives et de copropriété	16 432	292
- Locations	31 930	50 213
- Entretien et réparations	54 958	33 775
- Primes d'assurances	41 953	40 853
- Etudes, recherches et divers services extérieurs	1 050	4 017
<u>Total des services extérieurs</u>	<u>146 323</u>	<u>129 150</u>
- Formations	4 983	6 369
- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	98 377	81 225
- Publicités, publications, relations publiques	33 174	68 768
- Transports	14 790	16 268
- Déplacements, missions et réceptions	31 118	47 534
- Frais postaux et de télécommunications	103 313	92 774
- Services bancaires et assimilés	92 809	137 351
- Documentations	4 490	6 976
<u>Total des autres services extérieurs</u>	<u>383 054</u>	<u>457 264</u>
- Jetons de présence	42 000	42 000
<u>Total des charges diverses</u>	<u>42 000</u>	<u>42 000</u>
- Impôts et taxes sur rémunérations	21 126	18 372
- T.C.L	60 000	50 000
- Droits d'enregistrement et de timbres	36 442	22 985
- Autres impôts et taxes	3 009	11 028
<u>Total des impôts et taxes</u>	<u>120 577</u>	<u>102 385</u>
Total général	<u>775 454</u>	<u>788 936</u>

NOTE 28 : CHARGES FINANCIERES

Les charges financières se détaillent comme suit :

	<u>2003</u>	<u>2002</u>
- Intérêts des emprunts locaux	7 566 509	6 669 617
<u>Total des charges financières des emprunts</u>	<u>7 566 509</u>	<u>6 669 617</u>
- Intérêts des comptes courants et des dépôts	734 673	662 123
<u>Total des autres charges financières</u>	<u>734 673</u>	<u>662 123</u>
Total général	<u>8 301 182</u>	<u>7 331 740</u>

GENERAL LEASING -(Suite)-

NOTE 29 : PRODUITS DES PLACEMENTS ET PARTICIPATIONS

Les produits des placements se détaillent comme suit :

	<u>2003</u>	<u>2002</u>
- Revenus des Autres créances	46 163	32 851
- Revenus des valeurs mobilières et de placement	72 943	80 449
Total	<u>119 106</u>	<u>113 300</u>

NOTE 30 : AUTRES GAINS ORDINAIRES

Le détail des autres gains ordinaires est le suivant :

	<u>2003</u>	<u>2002</u>
- Produits nets sur cessions d'immobilisations	169 244	109 548
Total	<u>169 244</u>	<u>109 548</u>

NOTE 31 : AUTRES PERTES ORDINAIRES

Le détail des autres pertes ordinaires est le suivant :

	<u>2003</u>	<u>2002</u>
- Charges / cession d'immobilisation	18 373	1 839
- Pertes sur créances des exercices antérieurs	457 107	324 679
- Abattement groupe Batam	173 846	
Total	<u>649 326</u>	<u>326 518</u>

NOTE 32 : IMPOTS SUR LES BENEFICES

L'impôt sur les bénéfices a été liquidé, conformément aux dispositions du droit commun et notamment la loi n° 94-90 du 26 Juillet 1994 , de la manière suivante :

	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Bénéfice comptable	579 478	1 770 187
A réintégrer		
- Amortissements financiers	45 114 927	45 885 717
- IS suite redressement fiscal ex 99/00		60 308
- CNSS suite redressement		27 410
- Dotations aux Provisions	3 002 490	3 121 910
- Dotations aux Provisions pour autres risques	83 007	12 000
A déduire		
- Amortissements fiscaux	45 415 927	46 495 026
- Dividendes	59 800	62 800
- Reprise sur Autres Provisions		51 791
Bénéfice fiscal avant provisions	<u>3 304 175</u>	<u>4 267 916</u>
Provisions pour créances douteuses 75%	2 478 131	3 121 910
Provisions pour créances douteuses 100%	208 985	
Bénéfice fiscal	<u>617 059</u>	<u>1 146 006</u>
A déduire le montant réinvestis au titre des souscriptions d'actions :		
Base imposable	<u>617 059</u>	<u>1 146 006</u>
Impôt au taux de 35%		
Impôt au taux de 20%	123 412	229 201
A imputer		
- Acomptes provisionnels payés	206 281	484 370
Crédit d'impôt	<u>(82 869)</u>	<u>(255 169)</u>

NOTE 33 : SOMMES VERSES AUX FOURNISSEURS ET AU PERSONNEL

	<u>2003</u>	<u>2002</u>
- Avances et acomptes au personnel en début de période	(72 880)	(56 078)
- Avances et acomptes au personnel en fin de période	+ 81 840	72 880
- Autres créances sur le personnel en début de période	(4 019)	(19)
- Autres créances sur le personnel en fin de période	+ 2 529	4 019
- Charges constatées d'avance en début de période	(306 786)	(73 680)
- Charges constatées d'avance en fin de période	+ 152 998	306 786
- Personnel, rémunérations dues en début de période	+ 26 326	918
- Personnel, rémunérations dues en fin de période	(26 326)	(26 326)
- Personnel, provisions pour CP en début de période	+ 53 945	38 708
- Personnel, provisions pour CP en fin de période	(61 293)	(53 945)
- Etat, retenues sur salaires en début de période	+ 5 969	1 548
- Etat, retenues sur salaires en fin de période	(12 992)	(5 969)
- Etat, retenues sur hon, com et loyers en début de période	+ 20 218	31 333
- Etat, retenues sur hon, com et loyers en fin de période	(158 862)	(20 218)

GENERAL LEASING -(Suite)-

- C.N.S.S en début de période	+	41 834	23 967
- C.N.S.S en fin de période	-	(41 977)	(41 834)
- CAVIS en début de période	+	5 538	4 943
- CAVIS en fin de période	-	(3 838)	(5 538)
- Diverses Charges à payer en début de période	+	86 742	83 832
- Diverses Charges à payer en fin de période	-	(118 552)	(86 742)
- TVA, payées sur biens et services	+	162 635	474 971
- Charges de personnel	+	1 083 826	1 046 016
- Autres charges d'exploitation	+	775 454	788 937
- Impôts et taxes	-	(120 577)	(102 386)
<u>Sommes versés aux fournisseurs et au personnel</u>		<u>1 571 752</u>	<u>2 406 123</u>

NOTE 34 : INTERETS PAYES

		<u>2003</u>	<u>2002</u>
- Frais d'émission d'emprunt	+	254 835	242 271
- Intérêts courus sur emprunts locaux en début de période	+	2 832 548	2 085 751
- Intérêts courus sur emprunts locaux en fin de période	-	(2 669 762)	(2 832 548)
- Charges financières	+	8 301 182	7 331 740
- Dotations aux résorptions des frais d'émission et de remboursement des emprunts	-	(140 254)	(129 620)
<u>Intérêts payés</u>		<u>8 578 549</u>	<u>6 697 594</u>

NOTE 35 : IMPOTS PAYES

		<u>2003</u>	<u>2002</u>
- Etat, impôts différés en début de période	-	(484 370)	(492 009)
- Etat, impôts différés en fin de période	+	206 281	484 370
- Etat, impôts sur les bénéfiques à liquider début de période	+	229 201	538 189
- Etat, impôts sur les bénéfiques à liquider fin de période	-	(65 966)	(229 201)
- Etat, Retenue sur placements en début de période	-	(19)	
- Etat, Retenue sur placements en fin de période	+	239	
- Etat, autres impôts et taxes à payer en début de période	+	(82)	1 583
- Etat, autres impôts et taxes à payer en fin de période	-	(1 918)	82
- Impôts et taxes	+	120 577	102 386
- Impôts sur les bénéfiques	+	(82 869)	(255 169)
<u>Impôts payés</u>		<u>(78 926)</u>	<u>150 231</u>

NOTE 36 : AUTRES FLUX DE TRESORERIE

		<u>2003</u>	<u>2002</u>
- Autres comptes débiteurs ' en début de période'	+	1 258 888	1 667 446
- Autres comptes débiteurs ' en fin de période'	-	(1 207 672)	(1 258 888)
- Comptes d'attente en début de période	+	112 251	49 262
- Comptes d'attente en fin de période	-	(60 338)	(112 251)
- Placements monétaires ' en début de période'	+		8 000
- Placements monétaires ' en fin de période'	-		
- Autres comptes créditeurs ' en début de période'	-	(913 024)	913 024
- Autres comptes créditeurs ' en fin de période'	+		
- Comptes courant GIS en début de période	+	0	0
- Comptes courant GIS en fin de période	-	(37 160)	
- Autres produits constatés d'avance en début de période	-	(2 832 766)	(2 990 869)
- Autres produits constatés d'avance en fin de période	+	3 072 560	2 832 766
- Produits des placements	+	114 306	113 300
<u>Autres flux de trésorerie</u>		<u>(492 955)</u>	<u>1 221 790</u>

NOTE 37 : DECAISSEMENTS PROVENANT DE L'ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

		<u>2003</u>	<u>2002</u>
- Fournisseurs d'immobilisations en début de période	+	4 654 093	10 008 148
- Fournisseurs d'immobilisations en fin de période	-	(4 975 160)	(4 654 093)
- Investissements en Immobilisations incorporelles	+	7 229	48 956
- Investissements en Immobilisations corporelles	+	346 663	2 176 459
- Investissements en Immobilisations destinées à la location	+	45 996 360	51 461 034
- TVA sur Investissements	+	5 677 943	8 591 475
<u>Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles</u>		<u>51 707 128</u>	<u>67 631 979</u>

GENERAL LEASING -(Suite)-

**RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2003**

Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission que vous avez bien voulu nous confier, nous avons procédé à l'examen du bilan ci-joint de la Société GENERAL LEASING arrêté au 31 décembre 2003 ainsi que l'état des résultats et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, couvrant la période allant du 1^{er} janvier 2003 au 31 décembre 2003.

Ces états financiers, qui font apparaître un total net de bilan de 146.004.019 D et un résultat bénéficiaire net de 456.066 D, ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration et relèvent de sa responsabilité. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit.

Notre audit a été effectué conformément aux normes de révision comptable généralement admises en Tunisie et compte tenu des normes prudentielles telles que définies notamment par les Circulaires de la Banque Centrale de Tunisie. Ces normes exigent que notre audit soit planifié et réalisé de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne contiennent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, par sondages, des éléments justifiant les données contenues dans les états financiers. Il comprend également une évaluation des principes et méthodes comptables retenus, des estimations significatives faites par la Société, ainsi qu'une appréciation sur la présentation d'ensemble des états financiers. Nous estimons que notre audit constitue une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

L'application des normes prudentielles précitées, aux actifs à risques de la Société, nous a conduit à cerner le montant des provisions requises pour assurer la couverture des risques encourus au 31 décembre 2003.

Ces provisions sont détaillées au niveau de la note complémentaire jointe au présent rapport laquelle fait partie intégrante de ce rapport.

A notre avis, et compte tenu de ce qui est mentionné ci-dessus, les états financiers joints au présent rapport sont réguliers et présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la Société Général Leasing arrêtée au 31 décembre 2003, ainsi que le résultat de ses opérations pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

En outre, les informations sur la situation financière et sur les comptes de la Société, fournies dans le rapport du Conseil d'Administration et dans les documents mis à la disposition des actionnaires sont conformes à celles contenues dans les états financiers susmentionnés.

Tunis le, 11 juin 2004
Le Commissaire Aux Comptes
Rached FOURATI
Société Fourati & Associés
KPMG TUNISIE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS VISEES PAR LES ARTICLES 200 ET 475 DU CODE
DES SOCIETES COMMERCIALES ET PAR L'ARTICLE 29 DE LA LOI N° 2001-65 RELATIVE AUX ETABLISSEMENTS DE
CREDIT – EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2003**

Messieurs les Actionnaires,

Au cours de l'exercice écoulé et dans le cadre des dispositions des articles 200 et 475 du code des Sociétés Commerciales et de l'article 29 de la loi n° 2001-65 du 10 juillet 2001 relative aux établissements de crédit, nous avons été avisés de la poursuite des opérations courantes de financement suivantes effectuées avec des sociétés ayant avec Général Leasing, des dirigeants communs :

	Engagement au 31/12/2003
Groupe Lazhar STA :	
• MAGHREB TRANSPORT	866.177 D
• EL KSAR HOTEL	582.655 D
• LES GRANDES CARRIERES DU NORD	38.817 D
• SOCIETE D'AUTOMOBILES ET DE TRIPORTEURS	145 D

	1.487.794 D
 Entreprise liée au sens de l'article 29 de la loi 2001-65 :	
• STEQ	27.113 D

	27.113 D

Tunis le, 11 juin 2004
Le Commissaire Aux Comptes
Rached FOURATI
Société Fourati & Associés
KPMG TUNISIE